



22 mars 2018
En grève, dans les manifestations, défendons :
La SNCF,
Les Services publics,
Les statuts des personnels,
NON à l'utilisation des Ordonnances

Depuis le mois de juin le Parti Communiste Révolutionnaire de France souligne que l'élection de Macron n'est pas la simple continuité des politiques réactionnaires précédentes, mais une étape nouvelle pour les monopoles et l'oligarchie financière, visant à la création d'un cadre politique mieux adapté aux besoins qui sont les leurs, face à l'aggravation de la crise du capitalisme, l'exacerbation de la concurrence inter-impérialistes, et la résistance, même faible, de la classe ouvrière. Par rapport aux autres pays impérialistes « forts » dans l'UE - Grande-Bretagne, RFA, notamment - l'impérialisme français a pris du retard et le gouvernement est au pied du mur, par exemple sur la question de l'ouverture des chemins de fer à la concurrence.

Comme pour l'attaque contre le code du travail pendant l'été passé, l'offensive annoncée contre le statut de la SNCF et le statut des cheminots est assorti de « l'éventualité », annoncée par Castagner, que le gouvernement procède par ordonnances, sans qu'il y ait de débats (au nom de l'urgence !) ! C'est bel et bien là l'objectif de cette nouvelle étape de la politique des monopoles : établir un système politique où tous les rouages seraient entre les mains de l'exécutif (et à l'arrière-plan celles des monopoles), les débats parlementaires étant réduits à quelques questions sociétales pour amuser la galerie ! C'est le sens de ce que l'on connaît des projets de modifications constitutionnelles. Ainsi, en particulier, l'adaptation des directives européennes, les lois contre les travailleurs, la remise en cause des acquis sociaux, seraient traitées de manières technocratiques, directement par le personnel du capital monopoliste (les experts et la « société civile ») en fonction de leur besoins immédiats, en se soustrayant à la pression populaire via les débats parlementaires (cela dit s'ils peuvent gagner du temps, ils rêvent, car la lutte des classes c'est d'abord et avant tout ... la lutte des classes !).

C'est pourquoi le Parti Communiste Révolutionnaire de France appelle la classe ouvrière, les masses populaires, dans la bataille pour défendre les Services Publics, la SNCF, pour la satisfaction des revendications, à rejeter le système gaulliste profondément anti-démocratique des pleins pouvoirs permettant de gouverner par ordonnances, que le pouvoir, comme pour l'état d'urgence, veut pérenniser en en faisant la norme !

Paris le 24 février 2018